



Syndicat National des Personnels de l'Éducation
et du Social

Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire

Région Sud Est

Hélène Berrier 07.76.11.53.21

Fatima Oulhachmi 06.43.44.93.82

snpespaca@gmail.com



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Communiqué de presse

Après une nouvelle fusillade à Marseille qui a entraîné la mort d'un adolescent de 14 ans, le Garde des sceaux, M. Dupont-Moretti a décidé d'externaliser le Ministère de la Justice à Marseille. Coup médiatique ou non, la situation dramatique à Marseille exige bien plus qu'un simple déplacement du Garde des Sceaux.

L'annonce de moyens renforcés pour la justice sur Marseille ne suffira pas à masquer des années de déficits en personnels pour la Justice en général et un manque de moyens criants. Mais surtout, cette annonce ne résoudra en rien une politique libérale qui a abandonné les quartiers populaires. Les jeunes et les familles qui y vivent subissent cet abandon depuis des années. Et pendant ce temps, les jeunes meurent sous les balles des trafiquants de drogue.

Profitant de cet espace médiatique, le ministre vient en même temps médiatiser un peu plus la réforme des mineur.es, avec la mise en œuvre du CJPM (Code de Justice Pénale pour Mineurs) le 1^{er} octobre. Comme il l'a clamé devant les médias, cette réforme serait révolutionnaire et déterminante pour la justice pénale des mineur.es. Alors qu'elle est en réalité aux antipodes de ce qu'il faudrait pour prendre en charge les jeunes les plus en difficulté. Les professionnel.les de la Protection Judiciaire de la Jeunesse seront en grève le 30 septembre prochain pour le lui rappeler. Mais comment oser proclamer que le CJPM serait la réponse magique à la situation de détresse des quartiers populaires de Marseille notamment ? Si ce n'est du cynisme, c'est au minimum de la récupération politique de mauvaise facture.

La politique répressive du tout pénal mise en œuvre ces dernières années, qui est parachevée par cette réforme, a prouvé maintes fois son échec patent. Le ministre se rend aujourd'hui au domaine des Chutes Lavie, le lieu le plus symbolique de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le service public d'éducation du ministère de la Justice à Marseille. Il se rendra notamment au centre fermé habilité par la Justice « Nouvel Horizon » qui, par décision préfectorale, est administrativement fermé suite à des graves dérives, notamment envers les jeunes accueillis. Quel meilleur symbole de cet échec ?

Faut-il rappeler que la volonté du Président de la République est de doubler la capacité d'accueil de ces centres fermés sur le plan national et sur le plan régional ? Cela, alors qu'ils ont prouvé, dans leur grande majorité qu'ils n'étaient pas une solution éducative pour les jeunes les plus en difficulté. Aujourd'hui, ce sont des moyens supplémentaires pour le travail éducatif à la PJJ qui sont nécessaires : des moyens aux services de milieu ouvert de travailler dans de bonnes conditions de prise en charge, la création de nouveaux foyers éducatifs adaptés aux réalités d'aujourd'hui, et surtout du temps pour des suivis éducatifs sur le long terme. Mais avant tout, il faut une véritable politique pour les villes et les quartiers populaires laissés en jachère, avec des services publics et des politiques de prévention éducative et de protection de l'enfance.

A quelques encâblures de Marseille, dans le Vaucluse, à Cavaillon précisément, le quartier populaire du docteur Aymé vit aussi au rythme des fusillades et des règlements de compte depuis quelques semaines. Le ministre de l'intérieur, M. Darmanin, s'est, là aussi, déplacé pour annoncer des renforts de police. Aucun mot pour la prévention, aucun mot pour les habitants du quartier qui attendent davantage de l'État et notamment des moyens pour que les jeunes ne se retrouvent pas dans les filets des trafiquants. Depuis trop longtemps, les politiques libérales ont déconstruit les politiques sociales au profit d'un État punitif et sécuritaire. L'État n'apporte plus que des réponses répressives et délaisse le champ social et éducatif. Aujourd'hui, c'est un échec total. C'est un travail de fond par l'éducation qui doit être la priorité.

Marseille, le 24/08/21